

Cuba

Cinq ans après le “Printemps noir”, les journalistes indépendants font de la résistance

Mars 2008

Enquête : Claire Voeux, avec le concours de Benoît Hervieu

Reporters sans frontières - Bureau Amériques

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : ameriques@rsf.org

Web : www.rsf.org

C'était il y a cinq ans. Du 18 au 24 mars 2003, quatre-vingt-dix opposants au régime castriste étaient arrêtés et condamnés, pour soixante-quinze d'entre eux, à des peines allant de 14 à 30 années de prison, accusés d'avoir "porté atteinte à l'indépendance nationale et à l'économie de Cuba". Parmi eux, vingt-sept journalistes. On pensait que le "Printemps noir" marquerait le coup d'arrêt définitif du journalisme indépendant dans l'île communiste. Il n'en a rien été.

Aujourd'hui, la plupart des acteurs s'accordent à dire que les journalistes indépendants sont au moins aussi nombreux qu'à la veille de mars 2003, qui faisait pourtant figure de Belle Époque de la presse libre. Mieux, leurs écrits auraient gagné en qualité. Des agences de presse naissent, des réseaux se tissent. Une envoyée spéciale de Reporters sans frontières a pu s'en rendre compte lors d'une mission conduite sur place au cours de la dernière semaine de février 2008, au moment de l'investiture de Raúl Castro à la tête de l'État. Cette mission a donné lieu à des rencontres avec des journalistes indépendants, des opposants politiques, des proches de journalistes emprisonnés et des correspondants étrangers. Reporters sans frontières n'a pas l'autorisation de se rendre officiellement dans l'île.

"Le simple fait de ne plus sentir le doigt menaçant de Fidel pointé au-dessus de nos têtes a aidé à relâcher la pression, analyse Yoani Sánchez, l'une des blogueuses les plus influentes de l'île. Le gouvernement ne cède pas du terrain de son plein gré. C'est nous qui lui volons de l'espace." Le retrait de la vie politique du Líder Máximo - temporaire depuis la fin de juillet 2006, devenu définitif avec la désignation de son frère Raúl à la présidence du Conseil d'État - aurait imperceptiblement libéré les esprits et les plumes. Souvent venus au journalisme par la voie détournée de la défense des droits de l'homme et de l'opposition au régime castriste, les journalistes disent ne plus avoir peur.

Attendue depuis des années, la signature, le 27 février 2008, des deux Pactes des droits de l'homme des Nations unies (l'un relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'autre portant sur les droits civils et politiques) par Raúl Castro est, certes, un gage de bonne volonté. Dans son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire le 24 février dernier, l'ancien chef des Armées propulsé chef de l'État a même soutenu : "De l'échange profond d'opinions divergentes sortent les meilleures solutions." Une affirmation, presque une promesse, scrutée avec



Raúl Castro

attention par les opposants politiques. La libération de quatre prisonniers de conscience, immédiatement exilés en Espagne, dont le journaliste indépendant Alejandro González Raga, le 15 février dernier, constituait un premier pas.



Alejandro González Raga

Cependant, du groupe des "75" arrêtés en 2003, ils sont encore 55 à croupir dans les geôles cubaines, dont dix-neuf journalistes. Quant à ceux qui jouissent d'une relative liberté, ils sont systématiquement écartés des postes publics, contrôlés, brimés et surtout empêchés de diffuser leurs informations aux Cubains de l'île, à qui ils s'adressent pourtant en priorité. Les quelque 11 millions d'habitants de l'île doivent donc se contenter du *Granma* et de *Juventud Rebelde*, les deux organes de presse du Parti communiste cubain qui déversent chaque matin la rhétorique castriste, sans possibilité d'accéder à des informations alternatives.

"Mon mari va très mal"



Hector Maseda Gutiérrez

Huit des vingt-sept journalistes emprisonnés lors du "Printemps noir" ont été libérés au compte-gouttes. "Ce n'était pas un geste humanitaire, mais plutôt une monnaie d'échange pour se gagner les bonnes grâces de l'Europe et de l'Espagne notamment", estime Laura

Pollán, l'épouse d'Hector Maseda Gutiérrez, l'un des cofondateurs de l'agence *Grupo de Trabajo Decoro*, qui purge une peine de vingt ans dans la prison de Matanzas. Les huit libérés ont bénéficié d'une "licence extra-pénale", c'est-à-dire d'une libération conditionnelle pour raison de santé. "Mais au moindre faux pas, on retourne au trou", précise Oscar Espinosa Chepe, journaliste et économiste que ce risque ne décourage pas d'écrire.

Les prisonniers politiques ont un statut à part. "Ils sont surveillés de plus près que les autres", affirme Laura Pollán. Mais la plupart souffrent des mêmes conditions d'hygiène et de la même nourriture déplorables que les prisonniers de droit commun. Certains sont incarcérés en dehors de leur province d'origine. "C'est une façon de punir les proches", soupire Laura Pollán qui doit faire le trajet entre La Havane et Matanzas (90 kilomètres à l'est de la capitale) tous les deux mois pour la visite familiale et tous les trois mois pour la visite conjugale. Agé de soixante-cinq ans, Héctor Maseda Gutiérrez, le plus vieux journaliste emprisonné de l'île, a trouvé la force d'écrire un livre, *Enterrados*



Manuel Vázquez Portal

vivos ("Enterrés vivants") publié à Miami, qui retrace les conditions de son incarcération et son quotidien en prison. "Depuis sa cellule solitaire, il écrivait en tout petit sur des feuilles qu'il roulait comme des cigarettes, rapporte Laura Pollán. Il les faisait passer à des prisonniers de droit commun, moins surveillés, qui les transmettaient à leurs proches qui me les remettaient à leur tour." Laura Pollán s'est faite dactylo. Régulièrement, elle a tapé les textes sur un ordinateur portable offert par une touriste argentine, puis les a envoyés à Miami à Manuel Vázquez Portal, un autre journaliste du groupe des "75", libéré en juin 2004. L'ouvrage a vu le jour avec l'aide du Grupo de Apoyo a la Democracia (groupe de soutien de la démocratie), une organisation basée en Floride.

Correspondant de Reporters sans frontières, détenu dans la prison du Combinado del Este à La Havane, Ricardo Gonzalez Alfonso ne se porte pas si bien. Sa femme, Alida Viso, rappelle qu'il a subi quatre opérations chirurgicales depuis janvier 2005. "Mon mari va très mal", enrage Alida Viso, qui a dû cesser ses activités journalistiques, faute de téléphone. Début février 2008, elle a déposé une demande de licence extra-pénale pour qu'il soit relâché. "Il arrive à garder le moral malgré tout", assure son épouse. Agé de 58 ans, le fondateur de la Société Manuel Marquez Sterling a rédigé clandestinement depuis sa cellule deux ouvrages de poésie (*Historia sangrada* en 2005 et *Hombres sin rostros* en 2006), dans lesquels il dénonce les privations de liberté. Longtemps maintenu en convalescence à l'hôpital militaire de la prison du Combinado del Este, Ricardo González Alfonso a été renvoyé en cellule au moment où son épouse a sollicité la suspension de sa peine pour raisons médicales.



Ricardo Gonzalez Alfonso



Dames en blanc

Epouses, mères et sœurs des "75", les Dames en blanc défilent chaque dimanche en sortant de la messe célébrée à l'église Santa Rita de La Havane. Récompensées en 2005, avec Reporters sans frontières, du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit par le Parlement européen, elles subissent aussi toutes sortes de brimades. Dernière en date, trente "dames" ont été empêchées jusqu'au dernier moment d'entrer dans la cathédrale de La

Havane où le numéro deux du Vatican, le cardinal Tarcisio Bertone, en visite à Cuba du 20 au 26 février, devait dire une messe. Elles ont finalement pu assister de loin à la célébration. Le 9 décembre 2007, à la veille de la Journée internationale des droits de l'homme, quinze Espagnoles, Bosniaques, Suédoises et Péruviennes qui étaient venues les accompagner dans leur marche dominicale ont ensuite été retenues dans leur hôtel de la capitale par les policiers cubains jusqu'à leur expulsion. Les agents ont également confisqué les prospectus sur les droits de l'homme distribués par ces femmes aux passants.

Mouvement apolitique et pacifique, les Dames en blanc sont une composante importante de l'opposition à Cuba. Elles bénéficient notamment du soutien de l'ONG "Plantados hasta la libertad y la democracia en Cuba", basée à Miami et composée de Cubains exilés, qui leur envoie à chacune cinquante dollars par mois, les autorités taxant comme toujours 10% de la somme au moment du change des dollars en pesos convertibles. Une somme que les "dames" consacrent essentiellement à l'achat de nourriture pour les prisonniers et aux déplacements pour leur rendre visite.

"Après le Printemps noir, les gens ont pris peur"

Combien sont-ils ? Environ cent cinquante. Le nombre de journalistes indépendants est difficile à établir avec certitude. Ils seraient, en tout cas, plus nombreux qu'avant mars 2003. Basé en Floride, le seul portail *Cubanet* fédère soixante-quatre collaborateurs basés à Cuba et issus de onze agences.



José Antonio Fornaris

Depuis la Floride également, l'agence *Nueva Prensa Cubana* (NPC) diffuse régulièrement les brèves radiophoniques d'une vingtaine de journalistes. Dans l'île, l'Association de défense de la liberté de la presse (*Asociacion Pro Libertad de Prensa* ou APLP), fondée en 2005 et présidée par José Antonio

Fornaris, rassemble soixante-neuf membres. Ces chiffres ne sont évidemment qu'une indication, certains journalistes pouvant appartenir à plusieurs de ces structures. Ils prouvent toutefois la reconstruction du journalisme indépendant depuis mars 2003.

Le "Printemps noir" avait pourtant asséné un coup terrible à la presse dissidente. Abasourdis par l'emprisonnement de vingt-sept de leurs confrères, beaucoup de journalistes avaient préféré renoncer ou encore s'exiler. "À l'époque, les gens ont pris peur et ont cessé d'écrire, rappelle Miriam Leiva, l'une des leaders du mouvement des Dames en blanc. Puis ils ont recommencé à rédiger des arti-

cles, d'abord anonymement puis en les signant à nouveau."



Raúl Rivero

Certaines agences, dont la *Société Manuel Marquez Sterling*, n'ont pas survécu à la vague de répression. Fondé en 2001 par le correspondant cubain de Reporters sans frontières, Ricardo González, condamné à vingt ans de prison en 2003 et toujours détenu, ce centre de formation et de rédaction était parvenu à imprimer trois numéros de la revue *De Cuba*. Mais d'autres agences, temporairement en sommeil, ont refait surface, telles Cuba Press, fondée par Raúl Rivero - libéré fin 2004, exilé en Espagne l'année suivante - *Nueva Prensa*, *Havana Press*, *Felix Varela* ou la *Cooperativa Avileña de Periodistas Independientes*, dont les directeurs sont ou ont été en prison. Une vingtaine de petites agences connues envoient leurs textes ou leurs billets radiophoniques à des portails Internet basés à l'étranger et à Miami notamment, comme *Cubanet*, *Nueva Prensa Cubana* ou *Payolibre*.

Venant gonfler les rangs de ces agences rescapées, de nouvelles structures ont vu le jour depuis mars 2003 : *Cubanacán Press*, *Jagua Press*, *Villa Blanca Press*, *Jóvenes sin censura* ou encore la *Agencia libre asociada (Alas)*, la petite dernière, créée à La Havane en novembre 2007.

Des journalistes de l'intérieur pour l'extérieur

Les publications fondées et publiées par des journalistes dissidents sont rares, dans un pays où l'État dispose du monopole de l'information, des moyens de diffusion et d'impression. *De Cuba* et *Vitral* ont constitué les deux seules expériences marquantes et appartiennent maintenant au passé. De la presse cubaine indépendante, aucun journal ne circule donc actuellement, si l'on excepte les quelques pages photocopiées de la revue *Consenso*, du parti de l'Arc progressiste. Quelques journaux et revues basés en dehors de Cuba parviennent dans l'île et se diffusent sous le manteau comme *Primavera de Cuba*, un journal de dissidents établis en Suède, lancé en 2006 et édité quatre fois par an. "On en reçoit peu mais on les distribue beaucoup", assure Miriam Leiva. La revue *Enepecé*, de *Nueva Prensa Cubana* à Miami, ou *Encuentro en la Red* atteignent un cercle restreint d'initiés. Globalement, les journalistes indépendants sont condamnés à écrire de l'intérieur pour l'extérieur du pays. Les Cubains dont ils parlent et auxquels ils s'adressent ne les liront peut-être jamais.

Reste Internet. Mais les Cubains en sont majoritairement exclus tant l'accès à la Toile est restreint et

coûteux. A part le centre public du Capitole à La Havane, la plupart des cafés Internet sont réservés aux touristes. Quand bien même l'accès aux écrans serait facilité, nombre de sites dissidents sont bloqués comme *Cubanet*, *Carta de Cuba*, *Payolibre*, *Encuentro en la Red* et *Damas de Blanco*. Même si aucun message d'erreur n'apparaît, la page d'accueil du site de *Nueva Prensa Cubana* semble ne pas fonctionner depuis l'île. Les sites de *Bitacoracubana*, *Desde Cuba*, le blog de Yoani Sánchez et les sites de Reporters sans frontières ou du *Miami Herald* sont, eux, curieusement accessibles.

Desde Cuba et le phénomène Yoani Sánchez



Yoani Sánchez

On raconte qu'elle est lue par les reporters de *Juventud Rebelde* et jusque dans les plus hautes sphères du régime. Avec son blog *Generation Y* (www.desdecuba.com/generacion-y), Yoani Sánchez, 32 ans, incarne la nouvelle génération de journalistes, décomplexée face à leurs aînés qui ont vécu l'avènement du communisme. "La génération des 25-40 ans s'est vue affublée de noms exotiques ou russes commençant par 'y', explique-t-elle. Une génération désabusée qui n'a pas connu l'époque glorieuse des révolutionnaires de la Sierra Maestra." La jeune femme avance à découvert avec sa photo, son nom et son mini-CV de philologue. "Avoir le courage de signer de mon nom était une façon de rapprocher mes valeurs de mes actes", indique-t-elle, atterrée dans l'appartement qu'elle partage avec le journaliste Reinaldo Escobar.

Issue d'un milieu populaire, Yoani Sánchez n'a pas tardé à s'attirer une réputation de "rebelle". "J'ai commencé à avoir des soucis avec ma thèse sur la littérature de la dictature", se souvient-elle. La rencontre avec son mari, Reinaldo Escobar, a été décisive : ancien de *Juventud Rebelde*, il a été contraint à la démission après quelques articles désobligeants. Yoani Sánchez met son esprit insoumis au service de la magie du blog : "J'ai découvert la puissance des blogs des opposants marocains ou chinois." La jeune maman s'est fait rapidement un nom grâce à des billets au ton libre et sans fioritures qui préfèrent parler du quotidien des Cubains plutôt que de se perdre en vastes concepts. Elle compare la difficulté à décrypter les discours de Raúl Castro à celle de Champollion pour percer le secret des hiéroglyphes.

Le blog de Yoani Sánchez s'inscrit dans un portail plus vaste, *Consenso/DesdeCuba.com*, animé par cinq blogueurs et un conseil de rédaction de six personnes. Son objectif est essentiellement de

commenter l'actualité politique du pays. Le site peut se targuer d'avoir franchi la barre de 1,5 million de clics en février dernier après un an d'existence, dont 800 000 vont au blog Generacion Y.



Manuel Cuesta
Morúa

Plus impressionnant encore, 26% des visiteurs sont domiciliés à Cuba, en troisième position derrière les États-Unis et l'Espagne. Le site a été fondé en février 2007 par l'équipe de la revue *Consenso* qui gravitait autour de l'opposant social-démocrate Manuel Cuesta Morúa. L'effervescence créant les divergences, Manuel Cuesta Morúa a lancé de son côté le *Grupo mediático Consenso*. Les deux entités se disputent désormais l'appellation "Consenso" qui signifie... "consensus".

Créé en décembre 2007, le *Grupo mediático Consenso*, qui rassemble une trentaine de journalistes, se présente comme un projet culturel global et une émanation du parti de l'Arc progressiste, "Arco progresista". Il comprend une revue, des archives et un périodique dont le septième numéro vient de paraître. Mis clandestinement sous presse avec des imprimantes de bureaux, cet hebdomadaire est ensuite reproduit à une centaine d'exemplaires et vendu deux pesos convertibles, soit deux dollars.

Convivencia ou la revanche de l'équipe de Vitral

Le seul titre de presse écrite jouissant d'une relative liberté de ton et diffusé pendant de nombreuses années n'existe plus. Fondée en 1994, la revue



Dagoberto Valdés

catholique *Vitral* a été contrainte de mettre la clé sous la porte en avril 2007. Tirée à 10 000 exemplaires et distribuée à 8 500 abonnés, cette publication de qualité de 30 à 80 pages était devenue le fleuron de l'expression de la société civile. "Grâce au maillage des diocèses et au réseau Intranet dont bénéficie l'Église, les écrits parvenaient aux quatre coins de l'île", se souvient, amer, Dagoberto Valdés, l'ancien directeur de *Vitral*. Des tracasseries administratives et la pénurie de papier - bien réelle - expliquent en partie la disparition du titre. "Le budget dont nous disposions nous aurait permis de continuer, précise Dagoberto Valdés. C'est en fait l'arrivée d'un nouvel évêque plus proche du régime qui a tout changé." Depuis sa création en 1994, cette revue basée à Pinar del Río (Ouest) adoptait une liberté de ton sans égal dans un contexte médiatique étroitement contrôlé. Le parallèle établi, dans une série d'éditoriaux, entre le chemin de croix et le quotidien des Cubains sous le régime commu-

niste a été la goutte d'eau pour le nouvel évêque qui craignait de se brouiller avec les dirigeants castristes. Le prélat, Jorge Enrique Serpa, a commencé par désavouer les écrits des journalistes, religieux et laïcs, de *Vitral*, en précisant qu'ils n'engageaient en rien son diocèse. "En avril 2007, nous avons indiqué que nous ne poursuivrions pas la rédaction de la newsletter destinée à être diffusée via l'Intranet dans ces conditions, poursuit Dagoberto Valdés. Devant les protestations à l'intérieur et à l'extérieur du pays contre la fermeture du titre, l'évêché a relancé *Vitral*, mais sur une ligne purement pastorale. La nouvelle revue n'a plus rien à voir avec l'ancienne."

Pointés du doigt lors des messes célébrées à l'église de Pinar del Río, contraints à la démission, douze des membres de l'équipe de *Vitral* ont dû affronter un dilemme. "Nous avons finalement fait le choix difficile de rester à l'intérieur de l'Église, à l'intérieur de Cuba et de ne pas rejoindre la dissidence", résume Dagoberto Valdés. Après un an de "congé sabbatique" selon ses propres termes, une partie de l'équipe a fondé, en février 2008, la revue en ligne *Convivencia* qui se définit comme un espace d'expression de la société civile, avec une partie réservée aux droits de l'homme, mais aussi à la culture ou l'histoire. Signe des réseaux de solidarité qui se tissent au sein des médias indépendants, Yoani Sánchez y fait office de consultante technique.

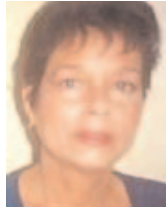
La presse catholique - l'Église romaine étant mal vue mais tolérée par le régime - a su se ménager un relatif espace de liberté. Chaque diocèse dispose de sa revue. Liée de près à celui de La Havane, *Palabra Nueva (Nouvelle parole)* franchit prudemment la ligne officielle. Dans son édition de février dernier, le rédacteur en chef Orlando Márquez n'hésitait pas à rappeler les mots prononcés sur le tarmac de l'aéroport José Martí par Jean-Paul II lors de sa visite à Cuba, en 1998, sur "l'angoisse de Cuba causée par la pauvreté matérielle et morale, les inégalités et les limitations des libertés fondamentales". Dans sa chronique intitulée "Pour surmonter l'angoisse", le journaliste ajoutait que les causes du mal cubain étaient "aussi bien externes qu'internes" citant, pêle-mêle, la politique de l'administration Bush, la pénurie des biens de première nécessité, la crise de l'éducation, les discriminations et les restrictions des libertés ; des maux relayés, selon lui, lors des débats publics organisés par le régime depuis l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro.

"Les gens ne craignent plus de nous appeler"

Les journalistes cubains, anciens ou nouveaux, ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette période de transition. Une partie importante de

leur travail consiste à décortiquer les propos et les apparitions des dirigeants castristes, et à sonder la direction que pourrait emprunter le régime. Quitte à regarder plus assidûment la presse officielle.

Dotés d'une solide connaissance de l'actualité et de l'histoire politique cubaine, les journalistes les plus célèbres comme Miriam Leiva ou son mari Oscar Espinosa Chepe sont souvent sollicités par les



Miriam Leiva

rédactions étrangères et collaborent fréquemment à des titres comme *El País* (Espagne), *Libération* (France), *International Herald Tribune* ainsi qu'à différents quotidiens d'Amérique latine. Les informations les plus marquantes des reporters de l'île, comme la mort récente d'un écolier de La Havane maltraité par son instituteur, révélée par Jaime Leygonier, peuvent parfois être reprises par le *Miami Herald*. Autant de vitrines pour le journalisme indépendant à Cuba.

Les journalistes en quête d'informations sont en outre aidés par la coopération de leurs concitoyens. "Les gens ont moins peur et se tournent vers nous plus facilement", admettent-ils à l'unisson. "Ils nous appellent pour dénoncer une détention arbitraire, signaler le cas d'un malade du cancer qui ne trouve pas où se faire soigner, par exemple", confirme Jaime Leygonier, qui officie en indépendant depuis La Havane. Adeptes du "journalisme de la rue", il prend l'exemple de son propre cas : "Quand on m'a refusé la garde de ma fille au moment de mon divorce, j'ai senti le besoin de m'exprimer sur le sujet, témoigne-t-il. C'est ainsi que j'ai écrit mon premier article et l'ai transmis à José Antonio Fornaris, de l'agence *Cuba Verdad*." Jaime Leygonier a récemment raconté l'histoire d'un homme ivre retrouvé allongé dans une cave, qui s'est avéré être un vétéran de la guerre d'Angola (où les militaires cubains ont aidé un mouvement marxiste à vaincre l'Afrique du Sud, entre 1975 et 1991). "Ses frères avaient vendu leur maison pour financer leur départ en exil et l'homme s'était retrouvé sans abri." Une histoire qui reflète aussi la réalité cubaine.

Expulsé du ministère du Sucre en 1990 à cause de ses opinions, Carlos Ríos Otero, de l'agence *Habana Press*, a gardé des contacts officiels. "Beaucoup de gens continuent de travailler pour le gouvernement mais sans le soutenir et sont donc heureux de parler, mais anonymement", précise-t-il. Limite à cette relative "libération des sources", la protection de l'anonymat reste fréquente et le recoupement des informations auprès de sources officielles, impossible.

"J'aimerais bien pouvoir écrire dans *Granma*"

Plus nombreux, mieux informés, les journalistes indépendants sont aussi mieux organisés. Depuis la disparition de la société *Manuel Marquez Sterling* qui servait aussi de centre de formation, d'autres ont pris la relève. Basé à Santa Clara, Guillermo Fariñas et son agence *Cubanacán Press* se sont donné pour mission de mettre en place des ateliers de formation journalistique dans toute la province de l'Orient.



Guillermo Fariñas

Aucun journaliste dissident n'est véritablement professionnel à Cuba. Certains disposent d'un bagage académique élevé, d'autre moins, et il n'existe aucun modèle de presse libre ni une rédaction-phare à laquelle se référer. Tout reste à inventer. La plupart sont venus à ce métier poussés par un rejet intime et parfois viscéral du régime en place. "Nous cherchons avant tout à faire émerger une société civile dans un pays où elle a été réduite à pas grand-chose", estime, pour sa part, Dagoberto Valdés. "Le but est de faire payer un coût politique au régime pour ses erreurs et ses exactions en les médiatisant, ajoute Guillermo Fariñas. Les dirigeants ne rendent de comptes à personne." Comment rester objectif quand on est repoussé dans la dissidence, en marge de la société cubaine ?

Trop politisés, les articles manquent parfois de recul. "Tous les moyens de communication sont au service du régime en place, précise Ahmed Rodríguez Albacia, 23 ans, de l'agence *Jovenes sin*



Ahmed Rodríguez Albacia

Censura. Alors, forcément, on s'attache à montrer l'autre face du pouvoir, celle qui est moins jolie. J'aimerais bien pouvoir écrire dans *Granma*, mais il n'y a pas d'espace pour un regard critique à l'intérieur du système." Yoani Sánchez, par le biais de son blog *Generacion Y*, préfère assumer sa subjectivité : "J'écris à la première personne, à partir de mon expérience personnelle, avec mon âge et mes convictions." La frontière s'avère extrêmement ténue entre journalisme indépendant et opposition politique. "Nombre d'opposants sont journalistes et tous les journalistes indépendants sont considérés comme des opposants", résume Jaime Leygonier.

"Ils m'ont viré de tous mes boulots"

Des opposants donc... traités comme tels. Perçus comme "nuisibles", qualifiés tantôt de "mercenaires", d'"ennemis de la révolution" ou d'"agents de la CIA", les journalistes indépendants sont méthodiquement persécutés. Outre les 19 arrêtés lors du Printemps noir, quatre ont été incarcérés depuis 2005, dont trois après l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro. Aujourd'hui, les dissidents craignent moins un nouveau "Printemps noir" - trop visible pour un régime en quête de légitimité internationale - qu'une guerre de basse intensité. Les agents de la Sécurité de l'État (police politique) usent pour cela de tout un panel de moyens de pression. Dans un pays communiste, où la quasi-totalité des emplois sont aux mains de l'État, le plus simple est de priver les journalistes de leur poste. "Ils m'ont viré de tous mes boulots, alors je gagne ma vie en repeignant des maisons et en filant des coups de main", complète Carlos Ríos Otero, ancien fonctionnaire. Les exemples sont nombreux : Ahmed Rodríguez Albacia a été renvoyé d'une fabrique de tabac, Jaime Leygonier de son poste d'enseignant et Dagoberto Valdés a été contraint de quitter la direction d'une importante fabrique de cigares. De fait, la plupart des journalistes indépendants n'ont pas d'emploi fixe.

La recherche d'informations les expose à de fréquentes brutalités. Maria Antonia Hidalgo, de l'agence *Holguín Press*, dans la ville du même nom (Est), raconte avoir été frappée alors qu'elle était enceinte. D'autres, comme Reinaldo Escobar, du collectif *Consenso/Desdecuba.com*, ont été retenus quelques heures au poste de police avant d'être relâchés. Les meetings de répudiation ("actos de repudio") ont aussi le vent en poupe : le quartier est bouclé et des dizaines d'habitants se rassemblent "spontanément" devant le domicile de la personne visée pour lui crier des insultes, lancer des objets et éventuellement tagger la maison. "Une expérience terrible", rapporte Ahmed Rodríguez Albacia qui en a été victime. Le jeune journaliste de *Jóvenes sin Censura* a en outre été détenu par la Sécurité de l'État pendant six jours en décembre 2006 après s'être fait confisquer tout son matériel : ordinateur, notes et appareil photo. A cela s'ajoute la méthode éprouvée de surveillance mutuelle et de marginalisation des frondeurs. "Les voisins me trouvent radioactive", sourit Yoani Sánchez.

Les moyens de pression sont parfois plus atypiques. Habituee des "attaques cybernétiques" comme elle les qualifie elle-même, Yoani Sánchez reçoit ainsi des commentaires insultants sur son blog ou encore des "copier-coller" d'articles qui



Jaime Leygonier

n'ont rien à voir avec les thèmes qu'elle aborde. Mais, quand on s'étonne de la voir globalement immunisée contre les méfaits de la Sécurité de l'État, elle répond : "Mon arme, c'est la médiatisation. Les autorités savent que cela se saura si elles s'en prennent à moi."

Jaime Leygonier assure que sa propre fille de quatorze ans a été chargée de l'espionner et de fouiller dans ses affaires. La Sécurité de l'État aurait fait paraître une fausse annonce selon laquelle le journaliste voulait échanger sa maison (la vente de logements étant interdite), décrite comme une bâtisse sublime et bien située. "La moitié de la population de La Havane m'a téléphoné, assure Jaime Leygonier. C'était une forme de harcèlement." La plupart des journalistes sont mis sur écoute ou pensent l'être. Il est difficile d'évaluer le niveau de surveillance dont ils font l'objet mais la possibilité d'être écouté ou surveillé suffit à faire naître la paranoïa. Les journalistes parlent rarement au téléphone en toute liberté, préférant employer des codes. "Je sursaute quand on toque à la porte et me méfie quand on me regarde dans la rue, confirme Jaime Leygonier. Il faut avoir l'esprit kamikaze pour exercer ce métier."

"C'est la débrouille"

La question de la rétribution des journalistes dissidents, exclus des emplois publics, relève du casse-tête. "Être journaliste à Cuba ne rapporte pas d'argent, ça en coûte au contraire", résume Reinaldo Escobar. Les articles ou billets radiophoniques rémunérés sont rares et incertains.



Oscar Espinosa Chepe

Financée par l'organisation gouvernementale américaine US Aid qui vise, entre autres, à rétablir la démocratie à Cuba, *Cubanet* donne des coups de pouce aux journalistes de l'île qui travaillent pour elle. De même *Nueva Prensa Cubana* les paie. "Mais le versement des aides a été interrompu en 2006 [en raison des risques, ndr], avant de reprendre un peu plus tard, raconte Jaime Leygonier. Je ne l'ai pas compris, j'ai donc cessé de travailler avec eux." Connue pour rémunérer correctement les articles, la revue madrilène *Encuentro en la Red* fait, selon Oscar Espinosa Chepe, de moins en moins appel aux Cubains de l'intérieur de l'île. Les aides, ponctuelles, accordées par certains pays et les dotations liées à des prix et des récompenses diverses viennent compléter ces revenus.

Alors que Miami est la ville où résident le plus grand nombre de Cubains après La Havane et que le gouvernement américain a fait voter, à trois

reprises, entre 2004 et 2007, une enveloppe de dizaines de millions de dollars pour déstabiliser le régime de l'île, les États-Unis restent les premiers argentiers des dissidents de l'île. Mais accepter les deniers ou une quelconque aide américaine alimente la rhétorique castriste de "collaboration avec l'ennemi". "Mon site est hébergé en Allemagne, pas aux États-Unis, et c'est tant mieux", commente Yoani Sánchez. "On évite les soutiens venant des États-Unis, souligne Manuel Cuesta Morúa. On se tourne en priorité vers l'Europe." "Je ne reçois ni ne recherche aucun soutien financier, tranche Yoani Sánchez qui dit accepter seulement les cartes d'accès à Internet et les logiciels offerts par des amis. Je ne veux en aucune façon limiter mon indépendance."

Comme le reste de la population, les journalistes dissidents profitent également de la *libreta* (la carte de rationnement qui donne accès aux biens de première nécessité), de l'eau et du téléphone bon marché et du logement gratuit. Pour le reste, - car ces avantages certains du régime communiste ne permettent toutefois pas de s'en sortir chaque mois -, les journalistes indépendants ont recours au système D. "Avec mon mari Reinaldo Escobar, on fait visiter La Havane aux touristes et on donne des cours d'espagnol", indique Yoani Sánchez. "On se débrouille, on reçoit quelques cadeaux et on s'entraide avec les amis", complète Ahmed Rodriguez Albacia.

"J'écris mes articles à la main"

Faute de moyens, les journalistes indépendants sont renvoyés à l'époque du reportage à la Albert Londres : textes écrits à la main ou tapés à la machine à écrire sans appareils photo pour illustrer les sujets ni voitures pour se déplacer. "On dicte nos articles par téléphone après les avoir rédigés à la main", explique Ahmed Rodriguez Albacia qui s'est fait confisquer tout son matériel. Comme il est très difficile d'appeler à l'étranger, les journalistes attendent au 'siège' (un appartement du centre de La Havane) d'*Habana Press* le coup de fil de *Nueva Prensa Cubana* depuis Miami pour dicter leurs billets radiophoniques. "Je tape mes textes chez un autre dissident qui a un ordinateur, indique Jaime Leygonier. C'est lui qui se charge de transmettre mes articles. Parfois, je ne sais même pas où ils sont publiés." Certains journalistes plus connus, ou simplement plus chanceux, ont réussi à obtenir un ordinateur. Il s'agit généralement d'un cadeau car l'achat de matériel informatique sans autorisation expresse des autorités est interdit dans l'île et leur prix au marché noir est prohibitif. Ces privilégiés peuvent donc, au moins, rédiger. Les choses se corsent au moment d'envoyer les textes. Parmi tous les dissidents ren-

contrés, aucun ne dispose d'un accès privé à Internet. Des trois cybercafés publics de la capitale, deux ont fermé depuis 2006 et le seul encore ouvert, celui du Capitole dans le centre de La Havane, coûte cinq pesos convertibles (ou dollars) de l'heure. "99% de mon travail se fait hors connexion, précise Yoani Sánchez. Ainsi, une carte d'une heure me dure parfois trois semaines, à raison de deux visites par semaine." Au "bluff", de rares journalistes tentent leur chance dans les hôtels, dont l'accès est pourtant interdit aux Cubains.

Reste la solution des représentations diplomatiques. Certaines ambassades européennes - la France n'en fait pas partie - ou la Section des intérêts nord-américains (SINA, qui tient lieu d'ambassade des États-Unis) mettent des ordinateurs à disposition des dissidents. En représailles, ces ambassades seraient victimes, selon plusieurs utilisateurs, de fortes interférences satellitaires, ralentissant encore la vitesse de connexion.

Avec vingt-quatre postes informatiques, la SINA est le principal pourvoyeur d'accès. Mais les conditions de navigation sont très limitées, surtout depuis le 11 septembre 2001 et le renforcement des contrôles de sécurité. "On ne peut pas utiliser de clés USB par crainte d'un virus, ni d'enveloppe de courrier postal, par crainte d'un attentat à l'anthrax, témoigne Miriam Leiva. La Sécurité de l'État surveille constamment les entrées et les sorties de ces ambassades afin d'identifier les allers et venues des opposants. Une fois, ils ont même déclenché une alarme au moment où un dissident pénétrait dans l'un des bâtiments diplomatiques." L'interdiction des clés USB est un vrai handicap pour les dissidents qui privilégient la rédaction de leurs articles et courriers électroniques hors connexion. La SINA vient de faire un pas en autorisant, depuis quelques semaines, les cartes mémoires des appareils photo à certaines conditions (transfert de photos professionnelles uniquement et d'un format inférieur à 100 KB).

Le parcours du combattant des correspondants étrangers

L'élection de Raul Castro par l'Assemblée nationale, le 24 février 2008, a été l'occasion d'une mini-révolution pour les correspondants étrangers dans l'île. "Les députés sont venus nous parler à la fin de la session, s'étonne un correspondant d'un grand quotidien américain. Cela ne nous était jamais arrivé. Ils ne nous ont certes pas dit grand-chose, mais c'était déjà un mieux." Mis à part ce geste, le travail des journalistes étrangers relève du parcours du combattant. A commencer par l'obtention d'un visa de presse, qu'il faut demander à l'ambassade de Cuba dans son pays

d'origine. Sans ce sésame, aucune activité journalistique dans l'île n'est tolérée. L'expulsion des contrevenants et la confiscation de leur matériel sont de rigueur. Sur le site officiel du Centre international de presse à Cuba, on apprend que 140 correspondants issus de 35 pays sont accrédités de façon permanente et qu'environ 1 500 journalistes étrangers issus d'une soixantaine de pays sont accrédités chaque année pour des événements ponctuels. Une information difficile à vérifier.

“Cela fait quatre mois que j'ai fait la demande, s'énervent un journaliste espagnol qui souhaite s'installer définitivement à La Havane. Je veux être là s'il arrive quoi que ce soit. Ils jouent avec nos nerfs. Seuls les plus persévérants et les plus motivés deviennent correspondants.” Celui de l'agence espagnole *EFE* a dû patienter onze mois. Les journalistes autorisés à rester doivent ensuite se loger dans des appartements octroyés par l'État à des loyers prohibitifs. Nombre de journalistes étrangers craignent que les autorités ne ferment soudainement les vannes des accréditations, notamment en cas de décès de Fidel Castro.

Après l'obtention de l'accréditation principale, il faut déposer des demandes d'autorisation payante pour couvrir chaque événement, comme dans le cas de la session constitutive de l'Assemblée nationale ou la feria du livre. Même pour réaliser un “micro-trottoir”, il est nécessaire d'obtenir une autorisation auprès du Centre de presse international, laquelle coûte entre 60 et 70 dollars. “Les demandes les plus anodines nous sont parfois refusées, soupire un correspondant d'un grand quotidien américain chargé de couvrir l'Amérique centrale. Ils n'ont pas voulu que j'interviewe le conservateur de la maison d'Hemingway, par exemple.” La paranoïa gagne aussi les correspondants étrangers. “J'ai peur qu'ils ne me laissent pas revenir à cause d'un papier pas très flatteur que j'ai écrit la semaine dernière, poursuit-il. En plus, un photographe du journal a passé une semaine sans accréditation officielle.” Le sentiment de persécution se comprend assez bien. En février 2007, les autorités cubaines ont refusé de renouveler les accréditations de Stephen Gibbs, correspondant de la *BBC*, Gary Marx, du quotidien *Chicago Tribune*, et César Gonzáles-Calero, d'*El Universal* de Mexico, pourtant en poste à La Havane depuis plusieurs années.

Conclusion et recommandations

Le triste anniversaire des cinq ans du “Printemps noir” sera au moins porteur d'une bonne nouvelle : les journalistes indépendants, plus nombreux, plus téméraires et mieux organisés n'ont pas désarmé. Les prisons cubaines abritent toujours vingt-trois journalistes, parmi quelque 240 prisonniers de conscience. Au-delà de ces victimes visibles, le régime cubain a réussi le tour de force de rendre

les journalistes de l'intérieur inoffensifs et inaudibles par la population sans avoir besoin de recourir à une nouvelle vague d'arrestations ou à des châtiments corporels sérieux. Les journalistes qui ont choisi de rester font le pari, encore incertain, de l'émergence à court terme d'une société civile et d'une évolution interne au régime castriste, usé par les années. Raúl Castro, 76 ans, va-t-il donner une chance à la liberté d'expression et d'information ?

La libération, le 15 février 2008, de quatre dissidents dont le journaliste Alejandro González Raga, la signature par le gouvernement cubain, le 27 février 2008, de deux Pactes des Nations unies sur les droits de l'homme constituent des signes encourageants du régime de La Havane en direction de la communauté internationale. L'annonce, le 13 mars, de la levée des restrictions sur l'acquisition individuelle de matériel informatique représente également un pas très positif. Cette apparente volonté d'ouverture du gouvernement cubain, qui a commencé à se manifester lors de la transition au sommet de l'État, en juillet 2006, appelle sa traduction en actes.

C'est pourquoi Reporters sans frontières émet le souhait :

- que les vingt-trois journalistes emprisonnés soient rapidement libérés. Reporters sans frontières encourage les pourparlers engagés en ce sens par le gouvernement espagnol,
- qu'il soit mis fin aux discriminations, aux sanctions et aux harcèlements subis par les journalistes indépendants de l'île et leurs proches,
- que le gouvernement cubain mette fin au monopole de l'État sur l'information, la diffusion et l'impression et facilite l'accès à Internet,
- que soient abandonnés un système d'accréditation destiné à contrôler l'activité des journalistes étrangers travaillant dans l'île, ainsi que les limitations d'accès du public aux publications étrangères,
- que le gouvernement des États-Unis lève les restrictions sur les communications téléphoniques et l'accès au réseau Internet, dans la mesure où elles entravent les contacts entre les citoyens de l'île et leurs proches exilés, ainsi que ceux des journalistes indépendants avec leurs rédactions basées à l'étranger,
- que les ambassades et les représentations diplomatiques étrangères, en particulier issues de pays membres de l'Union européenne, ouvrent plus largement leurs portes aux journalistes indépendants. Cette demande s'adresse notamment à la France, qui assumera la présidence de l'UE à compter du 1^{er} juillet 2008.